

Texte adopté par la CA académique du 7 novembre 2017

« Le Président des riches » et sa majorité ont déclaré la guerre aux salariés, chômeurs et retraités. Les mesures mises en œuvre constituent des cadeaux au monde de la finance, autant de moyens qui manqueront au financement des services publics. Ces choix se font à marche forcée, cherchant à tétaniser l'opinion publique et en organisant la chasse aux fonctionnaires, inlassablement dénoncés comme des nantis. Pour autant, la forte implication de ces fonctionnaires, dont ceux de notre secteur, dans la journée du 10 octobre montre l'attachement à un modèle social construit sur les principes de solidarité et de justice sociale dans lequel les services publics sont une richesse et non pas un coût. Sur cette base, il faut continuer à amplifier la prise de conscience et construire une mobilisation la plus large pour mettre un coup d'arrêt à cette entreprise de démolition massive au prétexte d'une modernité revendiquée. Les services publics doivent au contraire être développés, dont le nôtre, dans lequel sévit plus que jamais la crise de recrutement. La pénurie avérée d'enseignants a mis en difficulté en cette rentrée de nombreux établissements. Le recours massif aux contractuels amplifie la précarité, qui n'est en rien une solution, mais au contraire une autre façon de saper notre École. Les besoins sont importants, et le ministère a l'urgente responsabilité d'organiser des modalités sérieuses de pré recrutement, et d'envisager des voies de titularisation. De la même façon, le recours aux Volontaires au service civique sert à contourner la nécessité de recruter des personnels sur des emplois statutaires.

Dans les collèges, le battage médiatique ministériel sur *Devoirs faits* cache les volontés d'une mise au pas pédagogique *via* le vade-mecum. Les pressions sur l'évaluation de nos élèves avec le LSU continuent en cette rentrée et la résistance pédagogique est toujours d'actualité. Le stage syndical LSU du 12 décembre doit être un moment fort de mobilisation autour de ces problématiques dans nos établissements. Il est important que le maximum de collègues participent à ce stage fédéral. Le SNES-FSU diffusera les conclusions de cette journée et tout le matériel nécessaire pour organiser la résistance aux pressions que nos collègues peuvent connaître.

Dans les lycées, le débat sur le bac est lancé de la plus mauvaise façon qui soit. Le ministre se saisit du manque de moyens octroyés depuis des années dans le supérieur et de l'absence totale d'anticipation du baby-boom des années 2000 pour organiser une sélection qui ne dit pas son nom à l'entrée de l'université, assortie d'une réforme du bac au mépris de toute concertation. Cette réforme du bac sera l'occasion de bouleverser l'organisation du lycée sans mettre en débat les objectifs de celui-ci. Le SNES-FSU doit organiser ce débat avec les collègues sans perdre de vue la nécessaire démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur. La réforme Chatel n'a toujours pas fait l'objet d'un bilan sérieux et le SNES-FSU doit mener une campagne sur son projet de lycée qui passe par la diversification des voies et des séries dans le cadre d'une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Plus que jamais l'attachement à un diplôme national et anonyme, premier grade universitaire, garantit l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur. Nous devons nous emparer de ce débat !

Dans ce contexte inquiétant qui augure d'autres attaques contre la protection sociale et le système des retraites, le SNES-FSU appelle les collègues à participer à des heures mensuelles d'information syndicale pour construire un nouveau temps fort avant les congés de Noël en travaillant à préserver le cadre unitaire. Nous pouvons gagner le renoncement à la journée de carence, l'application immédiate des mesures PPCR et le dégel du point d'indice. Nous continuons à lutter contre le transfert des cotisations sociales vers l'impôt, la hausse de la CSG sur les pensions.

Et plus que jamais, n'oublions pas de travailler à renforcer notre outil en faisant adhérer nos collègues au SNES-FSU. Un syndicat fort est le meilleur moyen de défendre nos intérêts et ceux du service public.

Adopté à l'unanimité des 23 présents